

SOUS EMBARGO JUSQU'À 06 H 01 CET / 00 H 01 HNE LE MARDI 25 JANVIER 2022

L'INDEX DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2021 FAIT APPARAÎTRE POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE UNE STAGNATION DES NIVEAUX DE CORRUPTION DEPUIS UNE DÉCENNIE, DANS UN CONTEXTE DE VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME ET DE RÉGRESSION DE LA DÉMOCRATIE

Les progrès stagnent, à un moment où plus de 90 % des pays affichent un score inférieur à 50

Berlin, le 25 janvier 2022 – L'Indice de perception de la corruption (IPC) de 2021 publié aujourd'hui par Transparency International indique que les niveaux de corruption restent au point mort dans le monde entier. En Afrique subsaharienne, 80 % des pays n'ont pas ou ont peu progressé au cours des 10 dernières années.

Les avancées d'une poignée de pays de la région sont éclipsées par une régression et une stagnation dans d'autres. Les problèmes graves de corruption sont exacerbés par les conflits violents et les attaques terroristes en cours dans des pays de la région, du **Soudan du Sud** (11/100) au **Mali** (29). Par ailleurs, les changements de pouvoir inconstitutionnels tels que ceux intervenus en **Guinée** (25) mettent en évidence la corruption politique, et l'impact grave de la pandémie de COVID-19 cette année a donné aux gouvernements une excuse pour limiter les droits et l'accès à l'information au **Cameroun** (27) et en **Ouganda** (27).

*Samuel Kaninda, Conseiller régional Afrique de Transparency International déclare :
« Une décennie de stagnation des niveaux de corruption a constitué un élément dévastateur pour l'Afrique subsaharienne. Les ressources naturelles sont pillées et des millions de personnes n'ont pas accès aux services publics, tandis que les conflits violents font rage et les menaces terroristes augmentent. En même temps, une corruption à grande échelle donne les moyens aux élites d'agir en toute impunité, en détournant des fonds qui sont acheminés hors du continent et en laissant des miettes au public en termes de droits et de ressources. »*

FAITS MARQUANTS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'IPC classe 180 pays et territoires selon leur niveau perçu de corruption du secteur public sur une échelle allant de zéro (très corrompu) à 100 (très propre).

La moyenne des scores de l'Afrique subsaharienne se situe à 33, la plus basse au monde, 44 pays de cette région se classant en dessous de 50.

- Les **Seychelles** (70) se retrouvent au sommet de la région, le **Cabo Verde** (58) et le **Botswana** (55) arrivant au deuxième rang, loin derrière.
- **La Guinée équatoriale** (17), **la Somalie** (13) et le **Soudan du Sud** (11) récoltent de leur côté les scores les plus faibles de la région.
- Quant aux scores du **Botswana** (55), du **Lesotho** (38), de **l'Eswatini** (32), du **Niger** (31), du **Nigeria** (24), **des Comores** (20) et **du Soudan du Sud** (11) de cette année, ils sont tous au niveau le plus bas jamais enregistré.

Au cours de la dernière décennie, 43 pays de la région ont soit régressé ou alors ils n'ont pas progressé de manière significative.

- Depuis 2012, les scores du **Botswana** (55), du **Libéria** (29), du **Mali** (29) et **du Soudan du Sud** (11) dans l'IPC ont sensiblement régressé.
- Seuls six pays de la région ont sensiblement amélioré leurs scores au cours de cette période : les **Seychelles** (70), **le Sénégal** (43), **l'Éthiopie** (39), **la Tanzanie** (39), **la Côte d'Ivoire** (36) et **l'Angola** (29).

CORRUPTION, DROITS DE L'HOMME ET DÉMOCRATIE

La complaisance dans la lutte contre la corruption exacerbe les atteintes aux droits de l'homme et sape la démocratie, ce qui alimente l'autoritarisme ainsi que des niveaux encore plus élevés de corruption. Ce cycle vicieux s'est poursuivi dans toute l'Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie.

- Le **Mali** a connu des crises politiques, institutionnelles et sécuritaires, y compris trois coups d'État militaires, au cours des 10 dernières années. Son score dans l'IPC est baissé jusqu'à 29, tandis que les conflits armés en cours sapent les fonctions essentielles de l'État, ce qui entraîne un cycle vicieux de corruption et de violations des droits de l'homme.
- Le score de **la Guinée équatoriale** a stagné à 17, au bas de l'Indice, car ce pays reste une kleptocratie. Le fils du président Teodoro Obiang, qui occupe le poste de ministre du Pétrole, a récemment été accusé de détourner vers l'étranger des millions de dollars de fonds de l'État et de pots-de-vin recueillis. Avec une lueur d'espoir pour la redevabilité, l'autre fils du président, Teodorin Obiang, a été définitivement condamné pour corruption en France, ce qui a permis de maintenir la confiscation de ses 150 millions d'euros d'actifs dans ce pays.
- Le score du **Nigeria** a connu une baisse historique à 24, juste au moment où les Pandora Papers ont révélé l'existence de nouvelles relations secrètes entre les détenteurs de pouvoir qui achètent des propriétés au Royaume-Uni. Les élites jouissent d'un sentiment d'impunité, car le programme de lutte contre la corruption stagne et peu de mesures ont été prises en réponse aux révélations précédentes issues des enquêtes sur les Panama Papers et les dossiers du FinCEN.

Transparency International appelle les gouvernements à respecter leurs engagements en matière de lutte contre la corruption et des droits de l'homme, et l'organisation invite les populations du monde entier à se mettre ensemble pour exiger un changement.

Daniel Eriksson, directeur général de Transparency International déclare :

« Dans les contextes autoritaires dans lesquels les prérogatives de contrôle sur le gouvernement, les entreprises et les médias se trouvent entre les mains de quelques individus, les mouvements sociaux restent le dernier contrepoids face au pouvoir. C'est le pouvoir détenu par les enseignants, les commerçants, les étudiants et les gens ordinaires de tous les milieux qui permettront en fin de compte d'assurer une redevabilité. »

À propos de l'Indice de perception de la corruption

Depuis sa création en 1995, l'Indice de perception de la corruption est devenu le principal indicateur mondial de la corruption dans le secteur public. L'Indice établit les scores de 180 pays et territoires du monde entier en fonction des perceptions de la corruption dans le secteur public. Il le fait en utilisant les données de 13 sources externes, y compris celles de la Banque mondiale, du Forum économique mondial, des sociétés de risque et de conseil, des groupes de réflexion et d'autres sources. Les scores reflètent les vues d'experts et d'hommes et femmes gens d'affaires.

Le processus de calcul de l'IPC est régulièrement examiné pour s'assurer qu'il est aussi rigoureux et cohérent que possible, le plus récent examen ayant été réalisé par le Centre commun de recherche de la Commission européenne en 2017. Tous les scores de l'IPC depuis 2012 permettent une comparaison entre les résultats d'une année à l'autre. Pour obtenir de plus amples informations, consultez cet article : "[The ABCs of the CPI: How the Corruption Perceptions Index is calculated](#)". (L'ABC de l'IPC : Comment l'Indice de perception de la corruption est calculé)

Note aux éditeurs

- L'analyse régionale de l'Afrique subsaharienne communiquée dans les articles de presse supplémentaires comporte d'autres informations.
- Voir également le rapport de l'IPC 2021, qui contient les recommandations de Transparency International.

Demandes d'entretien

Si vous avez des questions portant sur un pays précis, veuillez contacter [les sections nationales de Transparency International](#).

Pour les questions concernant les conclusions régionales et mondiales, veuillez contacter le Secrétariat de Transparency International à press@transparency.org.